



## Réponse à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur la feuille de route de l'équilibrage du système électrique français

20 janvier 2017

Uniper remercie la Commission de régulation de l'énergie (CRE) pour l'organisation d'une consultation publique sur la feuille de route de l'équilibrage du système électrique français. L'évolution de l'équilibrage en France a et aura en effet un fort impact pour Uniper en tant qu'acteur de marché, responsable d'équilibre, producteur et donc responsable de programme et d'ajustement mais également en tant que fournisseur.

Uniper se tient à la disposition de la CRE pour de plus amples explications sur ses réponses à cette consultation.

**Q1 : Etes-vous favorable à la proposition de RTE de fixer le délai de neutralisation (et donc le guichet de programmation et le guichet d'échanges infra journaliers transfrontaliers) à une heure avant le début de la livraison physique ? Pensez-vous qu'à terme il sera nécessaire de réduire le délai de neutralisation en dessous d'une heure avant le début de la livraison physique ?**

Uniper est en faveur de la réduction du délai de neutralisation dont dispose RTE et regrette que le scénario de réduction de ce délai semble être écarté avant même la réalisation d'une étude d'impact plus approfondie. Uniper souhaiterait des guichets de programmation et d'échanges infra journaliers plus proches du temps réel.

En effet, les producteurs sont exposés à un haut risque durant le délai de neutralisation, en cas d'aléa de la production notamment. Pendant cette période, il n'est alors pas possible de procéder à un ré-équilibrage au sein de son portefeuille ou de se réajuster sur le marché, du fait de l'absence d'un accès marché, ce qui entraîne des pertes financières, par le biais du prix de règlement des écarts.

En outre, Uniper considère qu'un accès au marché infra journalier plus important (guichet de fermeture plus proche du temps réel) renforcerait le rôle des acteurs de marché à être équilibré et pourrait apporter une amélioration de la sécurité d'approvisionnement, notamment au regard du développement des énergies intermittentes.

**Q2 : Etes-vous en accord avec la proposition de RTE d'aligner le nombre de guichets infra journaliers transfrontaliers sur le pas de règlement des écarts, lors de son éventuel passage à 15 minutes ?**

Uniper est favorable à l'alignement du nombre de guichets infra journaliers avec la durée du pas de règlement des écarts. En ce sens, nous préconisons, le plus rapidement possible et parallèlement au projet TERRE, le passage à 48 guichets infra journaliers, afin d'harmoniser le nombre de guichets avec le pas de règlement des écarts actuellement en vigueur (30 minutes). Uniper est donc d'accord avec la proposition de RTE c'est-à-dire d'établir 96 guichets infra journaliers lors du passage du pas de règlement des écarts à 15 minutes mais estime que le principe d'alignement doit s'appliquer dès maintenant, sans attendre le passage à un pas de règlement des écarts à 15 minutes dont le calendrier n'est pas fixé.

Uniper soutient fortement l'augmentation du nombre de guichets infra journaliers, ce qui permettrait de réduire mécaniquement la durée de la fenêtre opérationnelle de RTE et ainsi d'offrir une plus grande flexibilité aux acteurs, de limiter leur risque financier et de renforcer la liquidité du marché.

**Q3 : D'ici l'éventuelle réduction du pas de règlement des écarts à 15 minutes, pensez-vous qu'il faille mettre en œuvre un guichet infra journalier transfrontalier toutes les 30 minutes, aux frontières où des produits d'une durée de 30 minutes sont déjà proposés ? Si oui, êtes-vous favorable au calendrier proposé par la CRE (instruction en 2017 et mise en œuvre en 2018) ?**

En accord avec notre réponse à la question Q2, Uniper est favorable à la proposition de la CRE et souhaite une mise en œuvre la plus rapide possible.

Alors qu'il existe un couplage de marché en infra journalier avec la Belgique depuis 2016, Uniper s'étonne que ne soit pas proposé, à cette frontière, des produits d'une durée de 30 minutes. Uniper souhaite en effet la mise en œuvre de produits d'une durée égale au pas de règlement des écarts avec un nombre de guichets infra journalier aligné sur ce pas, pour tous pays avec lesquelles la France est couplée en infra journalier.

**Q4 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.1 ?**

Uniper est en faveur d'un alignement entre la durée des produits, la durée du pas de règlement des écarts et le nombre de guichets infra journaliers. Si une évolution du marché journalier vers des produits d'une durée égale au pas de règlement des écarts pourrait être prématurée, Uniper est favorable à l'étude d'une enchère infra journalière proposant des produits d'une durée égal au pas de règlement des écarts, à l'instar de l'enchère infra journalière de produits 15 minutes en Allemagne.

En outre, au regard du développement des énergies intermittentes, Uniper considère que la fermeture du guichet infra journalier plus proche du temps réel est nécessaire et que le contraire engendrerait un risque pour la France de ne pas profiter pleinement de l'intégration des marchés au niveau européen (notamment avec l'Allemagne).

**Q5 : Etes-vous favorable au maintien du modèle marges tel que proposé par RTE en France ? En particulier, êtes-vous favorable au maintien d'actions de RTE pour reconstituer les marges en amont de la fermeture du dernier guichet de nomination transfrontalier ?**

Sans remettre en question les avantages du modèle de marge avec le mix énergétique français actuel, Uniper estime que le maintien de ce modèle ne doit pas venir empêcher de rapprocher le marché infra journalier du temps réel.

**Q6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE visant à renforcer la transparence du modèle marges ? Quelles propositions concrètes pourriez-vous émettre en ce sens ?**

Uniper souscrit pleinement à la proposition de la CRE. De manière plus générale, Uniper considère qu'à ce jour les acteurs de marché manquent de visibilité. C'est pourquoi Uniper est favorable à une plus grande transparence de la part du gestionnaire de transport et ce d'autant plus dans un marché français où la position historique des acteurs crée une très forte asymétrie d'information. Il en va de la capacité des acteurs de marché à appréhender les équilibres offres-demandes et a donc prendre des décisions informées. Concrètement, nous proposons une plus grande transparence notamment sur :

- la disponibilité des actifs y compris pour les actifs de production de faible puissance (comme les cogénérations) ou ceux participant exclusivement aux régimes de réserve rapide et de réserve complémentaire. Ce besoin de transparence concernant la disponibilité concerne aussi la disponibilité effective dans le cadre du marché de capacité ;
- l'activation d'ajustements pour marge (volume, critère d'activation,...) ;
- le mécanisme d'interruptibilité (volume et prix des capacités contractualisées, volume de capacités activées).

Par ailleurs, nous pensons que la transparence mise en place doit être dynamique c'est-à-dire que toute évolution des informations mises à disposition doit être rendue publique au fur et à mesure.

Enfin, Uniper souhaiterait que RTE publie, en parallèle de son scénario central, plusieurs scénarii de prévisions de demande pour que les acteurs puissent avoir une meilleure compréhension des anticipations du gestionnaire des réseaux. Les fluctuations mi-janvier 2017 des prévisions de demandes par RTE pour par exemple la journée du 19 janvier ne favorisent pas des prises de décisions informées.

**Q7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas retenir les deux recommandations de Microeconomix proposées par RTE dans les priorités à traiter dès 2017 ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q8 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.2.1 ?**

Uniper considère qu'il est nécessaire que des interventions ponctuelles, hors fenêtre opérationnelle, soient menées par RTE pour la reconstitution de marge. Uniper demande en revanche une transparence accrue sur le processus d'activation hors fenêtre opérationnelle.

**Q9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à ne pas faire évoluer le dispositif de programmation tel que proposé par RTE, sauf pour décliner l'ordonnance n°2016-1059 du 3 août 2016 prise en application de l'article 119 de la LTECV ? Dans le cas contraire, êtes-vous favorable à la proposition de RTE de traiter ces sujets (extension du dispositif et réduction du pas de programmation, extension de l'obligation d'offrir la puissance disponible) en 2017 et 2018 ?**

Uniper soutient la proposition de la CRE consistant à ne pas faire évoluer le dispositif de programmation tel que proposé par RTE, sauf pour décliner l'ordonnance citée plus haut, concernant la volonté de réduire le pas de programmation à 5 minutes en particulier.

Uniper n'est pas en faveur de la réduction du pas de programmation à 5 minutes fourni par les producteurs. Cette exigence supplémentaire reposant sur les producteurs générerait une évolution des systèmes techniques des producteurs (avec un coût estimé à quelques dizaines de milliers d'euros) et une charge opérationnelle quotidienne additionnelle. Cette évolution n'apporterait aucun bénéfice du point de vue du producteur et la valeur pour le système français (par rapport à une extrapolation d'une programmation au pas 5 minutes effectuée par RTE) n'a pas été démontrée.

**Q10 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.2.2 ?**

Uniper estime que les règles de programmation devraient être modifiées afin de rendre les obligations de programmation obligatoires pour tout type d'acteurs, y compris pour les producteurs raccordés au réseau de distribution. Un traitement égal et non discriminant concernant la programmation entre les producteurs de toutes tailles est fondamental. Ceci s'applique également pour les agrégateurs ; un agrégateur avec un portefeuille de 100MW devrait être traité de manière équivalente à un producteur avec un actif de 100MW.

**Q11 : Etes-vous favorable au maintien d'une gestion intégrée entre l'équilibre offre-demande et les flux sur le réseau, ainsi qu'à l'absence de segmentation des offres déposées pour le mécanisme d'ajustement en fonction du besoin (équilibre offre-demande, réseau, marges...) ? En particulier, êtes-vous favorable au maintien d'actions de RTE pour gérer les congestions locales en amont de la fermeture du dernier guichet de nomination transfrontalier ?**

Uniper est favorable au maintien de la gestion intégrée entre l'équilibre offre-demande et les flux sur le réseau.

**Q12 : Estimez-vous que le processus en sept étapes décrit par RTE afin de gérer les contraintes réseau lors de l'échange d'énergie d'équilibrage sur des plateformes européennes est pertinent ?**

Uniper considère que la complexification du dispositif d'équilibrage lié à la mise en place de produits standard partagés au niveau européen en parallèle de produits spécifiques nationaux, nécessite d'avoir des processus de gestion clairs et formalisés, et renforce le besoin de transparence.

**Q13 : Pensez-vous qu'un mécanisme de compensation financière, pour les offres dans la préséance économique du mécanisme d'ajustement mais non activées pour cause de congestion, représente un dispositif approprié pour donner des signaux d'investissement aux acteurs ? Pensez-vous que des signaux de plus long terme seraient pertinents ? Si oui, lesquels ?**

Au vue des informations à disposition, Uniper n'est pas en mesure de se prononcer sur la mise en œuvre de compensation financière en cas d'offres non activées pour cause de risque de congestion. Uniper considère qu'avant une telle évolution, une analyse quantitative et qualitative est nécessaire. Il s'agirait par ailleurs d'avoir une vision historique et précise dans les actions entreprises par RTE pour gérer la question des congestions.

**Q14 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.3 ?**

Uniper n'a pas d'autre commentaire.

**Q15 : Si le pas de règlement des écarts était fixé à 15 minutes en Europe, seriez-vous favorable à la proposition de RTE consistant à mettre en œuvre ce changement à l'échéance la plus tardive possible?**

Uniper considère que la priorité devrait être donnée aux travaux concernant la mise en œuvre d'un marché infra journalier européen proposant des produits d'une durée de 30 minutes et avec 48 guichets plutôt qu'à la mise en œuvre d'un pas de règlement des écarts et des produits d'une durée de 15 minutes.

**Q16 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'instruire en 2018 la suppression du facteur k du prix de règlement des écarts afin d'aboutir à un prix de règlement des écarts unique « pur » (sans remettre en cause la neutralité financière de RTE vis-à-vis de ses activités d'équilibrage)? Si non, pourquoi?**

Uniper rejoint l'analyse de la CRE concernant le caractère non prioritaire de la suppression du facteur k. Avant une telle évolution, une analyse plus approfondie (notamment sur le mécanisme alternatif qui permettrait d'assurer la neutralité financière de RTE vis-à-vis de ses activités d'équilibrage) sera nécessaire sur le fondement d'un cadre règlement législatif européen stabilisé.

**Q17 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'instruire en 2018 le choix entre un prix de règlement des écarts égal au prix moyen pondéré ou au prix marginal de toutes les réserves ? Si vous êtes favorable au maintien d'un prix de règlement des écarts fixé au prix moyen pondéré, pour quelles raisons ce choix vous semble-t-il suffisamment incitatif?**

Uniper est en faveur de la mise en place d'un prix de règlement des écarts unique au prix marginal des réserves si toutefois la liquidité du marché concerné est suffisante.

**Q18 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.4.1 ?**

Uniper n'a pas d'autre commentaire.

**Q19 : En lien avec le renforcement des incitations des responsables d'équilibre, quelles informations supplémentaires souhaiteriez-vous que les gestionnaires de réseau partagent avec les responsables d'équilibre afin de les informer de l'état de leur périmètre? Précisez le cas échéant les caractéristiques de ces données (maille d'agrégation des informations, fréquence de partage...) et le calendrier souhaité.**

Uniper considère que le besoin d'information sur le périmètre d'équilibre est de second ordre par rapport aux besoins d'information et de transparence évoqués précédemment (Cf. question 6).

**Q20 : Partagez-vous le point de vue de la CRE et de RTE selon lequel l'équilibrage d'une part et la reconstitution des flux et le profilage d'autre part doivent évoluer de façon coordonnée et faire l'objet d'analyses conjointes ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q21 : Concernant le profilage, quelles évolutions privilégiez-vous pour accompagner la feuille de route de l'équilibrage ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q22 : Concernant la reconstitution des flux, quelles évolutions privilégiez-vous pour accompagner la feuille de route de l'équilibrage ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q23 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.4.2 ?**

Dans le contexte d'un déploiement rapide des compteurs communicants pour les consommateurs de type « entreprise », Uniper considère que, comme proposé par RTE, les efforts devraient être portés sur le passage en courbe de charge pour les consommateurs « entreprise » profilés.

**Q24 : Etes-vous favorable à l'utilisation d'un produit standard unique par processus ? En l'état actuel des discussions sur les caractéristiques de tels produits, serez-vous capable d'en offrir ?**

Le design des produits standards est crucial. Leur définition doit permettre à la grande majorité des différentes technologies de production de soumettre des offres et donc favoriser le développement d'un marché liquide et réellement concurrentiel. Uniper sera attentif à ce que le design des produits standards permette aux moyens de production thermique à flamme de participer. Un design excluant les moyens de production thermique à flamme renforcerait le pouvoir de marché des acteurs historiques et serait contraire à une juste compétition.

**Q25 : Pour chaque type de réserve, êtes-vous favorable à une forme identique entre les produits standards et les produits que les fournisseurs de services d'ajustement seront localement incités à livrer, comme proposé par la CRE ?**

Uniper est favorable à la proposition de la CRE.

**Q26 : En particulier, quelles seraient les caractéristiques (DMO notamment) des produits de réserve secondaire que vous souhaiteriez proposer sur la plateforme d'échange de réserve secondaire ? Etes-vous favorable à la mise en place d'une sélection des offres par préséance économique au niveau national ou régional avant la mise en place européenne de la plateforme d'échange de produits standards de réserve secondaire ?**

Uniper est favorable à la mise en place, dans les meilleurs délais, d'une sélection des offres par préséance économique des produits de réserve secondaire. Uniper considère qu'une étape intermédiaire régionale avant l'intégration de la France à la plateforme européenne pourrait permettre une mise en œuvre plus rapide et plus progressive. Uniper tient toutefois à souligner que le succès d'une telle évolution nécessite la mise en œuvre d'un dispositif permettant une réelle concurrence entre acteurs.

**Q27 : Etes-vous favorable au fait de devoir redéposer votre offre sur une autre plateforme vous-même ? Partagez-vous la proposition de la CRE consistant à optimiser les interactions entre plateformes, si cela est techniquement possible, à moyen/long terme ?**

Dans un objectif de ne pas accroître la complexité d'accès aux différents marchés de réserves, Uniper est favorable à la limitation du nombre d'interfaces. En ce sens, Uniper soutient la proposition de la CRE d'optimiser les interactions entre plateformes.

**Q28 : Etes-vous favorable au maintien de produits spécifiques? Partagez-vous la proposition de la CRE consistant à privilégier l'utilisation des produits standards ? Si oui, quelles propositions concrètes pourriez-vous formuler pour atteindre cet objectif?**

Nous sommes favorables au maintien des produits spécifiques. En effet, ces produits sont indispensables pour assurer la sécurité d'approvisionnement, en permettant la mise à disposition de l'ensemble des capacités de production, conformément aux dispositions du code de l'énergie. En particulier, ces produits spécifiques ont une réelle importance concernant le rôle de certains actifs conventionnels dans la sécurité d'approvisionnement. Toutefois, cela ne doit pas faire oublier l'importance d'un design des produits standards permettant la participation du plus grand nombre d'actifs de production conventionnels (y compris moyens de production thermique à flamme) ou non conventionnels.

**Q29 : Pensez-vous qu'il soit utile de garantir que les produits standards ayant une durée d'utilisation de 30 minutes puissent être offerts en cas de réduction de la fenêtre opérationnelle à 1h-1h15 ? Que pensez-vous de la proposition de la CRE pour y parvenir ? Quelles autres solutions envisageriez-vous ?**

Dans un souci d'inclure le plus grand nombre de types d'actifs de production, Uniper est favorable au maintien de produits standards de 30 minutes y compris en cas de réduction de la fenêtre opérationnelle.

**Q30 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.5 ?**

Uniper n'a pas d'autre commentaire.

**Q31 : Etes-vous favorable à une mise en œuvre de la rémunération au prix marginal par type de réserve au démarrage des plateformes européennes associées ?**

Uniper est en faveur de la mise en place d'une rémunération au prix marginal par type de réserve si toutefois la liquidité du marché concerné est suffisante.



**Q32 : Etes-vous favorable à une rémunération des offres de soutirage/injection incitant à livrer le volume activé de manière progressive (le gain de l'acteur diminuant légèrement en fonction de l'écart d'ajustement, dans la limite de +/- 20%, puis fortement au-delà) ? Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le fait de ne pas créer un prix de règlement des écarts d'ajustement différent du prix de règlement des écarts ?**

Uniper estime ne pas être en mesure de juger la pertinence d'une limite fixée à +/- 20%. Néanmoins Uniper souhaite souligner l'importance d'avoir un mécanisme permettant une incitation réelle sur les acteurs de réserve pour assurer la fiabilité de leur offre, tout en restant financièrement supportable.

Uniper partage l'avis de la CRE de ne pas créer un prix de règlement des écarts d'ajustement différent du prix de règlement des écarts.

**Q33 : Pensez-vous qu'il serait souhaitable que le contrôle du réalisé soit effectué à un pas de 5 minutes ?**

Uniper partage l'avis de la CRE sur le caractère non prioritaire d'une évolution vers un contrôle du réalisé au pas 5 minutes, d'autant plus que les bénéfices et les coûts d'une telle évolution ne sont pas clairement identifiés et quantifiés. Uniper s'interroge d'ailleurs sur la cohérence d'un contrôle du réalisé au pas 5 minutes avec des infrastructures et données de comptage au pas 10 minutes.

**Q34 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.6 ?**

Uniper soutient la proposition de RTE consistant à mettre la mise en œuvre d'un dispositif de préqualification pour tout acteur souhaitant participer au marché de l'ajustement. En effet, un dispositif de préqualification serait un atout du point de vue de la robustesse du mécanisme. Cependant, ce dispositif de préqualification ne devrait pas être excluant. Il devrait être possible de valoriser ces actifs de production, y compris durant le processus de préqualification.

Uniper souhaite également rappeler l'important d'une équité de traitement entre tous les détenteurs de capacités (tous types de producteurs, agrégateurs ou opérateurs d'effacement) notamment concernant les obligations de transparence. Uniper considère que cela est un prérequis au bon fonctionnement du marché. Les différences d'obligations de transparence entre capacités entraînent un risque de distorsion, au détriment des capacités de production les plus importantes. Sans remettre en cause le principe de transparence, Uniper estime que les capacités de production importantes sont amenées à révéler des informations sensibles telles que leur disponibilité. Uniper souhaiterait ainsi que les obligations de transparence soient étendues à toute capacité bien en-deçà des seuils actuellement communément admis.

**Q35 : Êtes-vous en accord avec la proposition de la CRE concernant l'évolution des dispositifs de contractualisation de capacité sur la base de produits standards ? Quelles dispositions proposeriez-vous pour permettre aux capacités contractualisées d'être partagées sur les plateformes européennes (notamment concernant le mode d'activation direct ou programmé, les offres à stock et les dispositions ne permettant que deux activations par jour) ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q36 : Quelles propositions concrètes vous semblent prioritaires à mettre en œuvre pour améliorer les conditions de concurrence sur la réserve secondaire (changement du mode d'activation, extension de la prescription, contractualisation supranationale...) ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q37 : Partagez-vous la proposition de RTE de maintenir une contractualisation de certaines capacités à une échéance annuelle ? Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'instruire le choix de l'échéance court-terme de contractualisation ?**

Uniper est en faveur d'une contractualisation de court terme, au plus proche du temps réel. Uniper partage ainsi la volonté de la Commission européenne exprimée à travers le projet de règlement européen relatif à l'ajustement et le paquet « Une énergie propre pour tous les européens ». Une contractualisation annuelle ne permet pas une optimisation économique de la gestion des capacités de production et engendre un surcoût pour RTE. Un engagement plus d'un an à l'avance n'offre pas suffisamment de flexibilité. En outre, cela peut également être à l'origine de distorsions de marché, en gardant artificiellement certaines capacités disponibles pour RTE pour des considérations de sécurité d'approvisionnement.

Uniper considère ainsi que l'ensemble des capacités devrait être contractualisé de façon journalière. Compte-tenu des modalités historiques de contractualisation RR/RC et comme solution de compromis, Uniper considérerait acceptable, de façon transitoire, le remplacement de l'appel d'offres annuel par des appels d'offres hebdomadaires. Ces appels d'offres hebdomadaires doivent permettre de donner de la visibilité à RTE et d'assurer la sécurité d'approvisionnement, tout en limitant les contraintes pour les détenteurs de capacité de production d'un engagement annuel. La contractualisation RR/RC plus proche du temps réel ne doit toutefois pas remettre en cause la procédure annuelle d'agrément.

**Q38 : En ce qui concerne le partage et l'échange transfrontalier de réserves d'équilibrage, seriez-vous favorable à la mise en place d'une initiative pilote pour la réserve complémentaire? Si non, pourquoi ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q39 : Considérez-vous nécessaire de mener une refonte des régimes de pénalités en cas d'indisponibilité pour les différentes réserves, avant que leur mode de constitution ait évolué? Si oui, à quelle échéance?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q40 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.7 ?**

Uniper n'a pas d'autre commentaire.

**Q41 : Quel est le modèle de constitution des supports d'offres le plus adapté à vos besoins (site à site, agrégé ou portefeuille) ? Etes-vous favorable à la proposition de RTE concernant le modèle agrégé ? Si non, pourquoi et quelle(s) mesure(s) proposeriez-vous permettant à RTE de conserver une visibilité suffisante des flux sur le réseau? Le modèle choisi doit-il être identique pour toutes les réserves ?**

Au regard de la flexibilité qu'il apporte, Uniper est favorable au modèle agrégé.

**Q42 : Pensez-vous que l'intérêt de la présence de plusieurs acteurs fournissant différents types de réserve sur un même site soit justifié au vu de la complexité technique que cela introduirait ? Si oui, quelles solutions proposeriez-vous pour permettre à un site d'être géré par différents acteurs pour fournir différents types de réserves (s'agissant de la coordination de la gestion d'un même site entre plusieurs acteurs pour différentes réserves et la reconstitution ex-post (contrôle du réalisé) des actions des différents acteurs sur les différents types de réserves) ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q43 : Pensez-vous que les conditions d'agrégation proposées par RTE vous permettront d'offrir des produits standards ? Si non, pourquoi ? Quelles mesures alternatives proposeriez-vous pour favoriser l'offre de produits standards ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q44 : En prenant en compte le compromis nécessaire entre la flexibilité donnée aux acteurs et le besoin de visibilité des gestionnaires de réseau pour effectuer leurs analyses réseau, quelle est pour vous la fréquence de constitution la plus adaptée (mensuelle, hebdomadaire, journalière ou autre) pour : Le périmètre de flexibilité? Le support d'offres (déclaration de l'agrégat pour les offres d'énergie d'équilibrage)?**

A ce stade, Uniper n'est pas en mesure de se positionner sur la fréquence de constitution la plus adaptée. Une fréquence élevée apporterait plus de flexibilité aux acteurs mais il faudra analyser, au préalable, que cela ne générera pas de problème opérationnel.

**Q45 : En prenant en compte le compromis nécessaire entre la flexibilité donnée aux acteurs et le besoin de visibilité des gestionnaires de réseau pour effectuer leurs analyses réseau, quels seraient pour vous le mécanisme (glissant, guichets réguliers...) et le délai de notification d'entrée et de sortie d'une flexibilité les plus adaptés pour : Le périmètre de flexibilité ? Le support d'offres?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q46 : Envisageriez-vous de formuler des offres agrégeant des sites de soutirage et des sites d'injection ? Même question pour des sites connectés au RPD et des sites connectés au RPT. Quelle proportion de vos sites (puissance et pourcentage) serait concernée ?**

Uniper pourrait envisager de formuler des offres agrégeant soutirage/injection et RPD/RPT.

**Q47 : La plupart des propositions de RTE faites dans ce chapitre concernent la constitution des offres d'énergie. Selon vous, certaines de ces dispositions devraient-elles être déclinées pour la constitution des capacités ? Quelles évolutions des modalités de participation des capacités vous semblent prioritaires ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q48 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.8 ?**

Uniper n'a pas d'autre commentaire.

**Q49 : Quel degré de priorité et quelle valeur accordez-vous à la participation des ENR à l'équilibrage ?**

La participation des énergies renouvelables à l'équilibrage est primordiale pour Uniper. Ceci sera d'autant plus nécessaire avec le développement des énergies intermittentes qui augmentent le risque de problèmes de fréquence et de tension sur le réseau.

**Q50 : Avez-vous des éléments de comparaison sur la participation des ENR aux marchés d'équilibrage dans les autres pays européens ?**

La CRE trouvera ci-dessous quelques éléments de comparaison fournis par Uniper en Allemagne. Uniper se tient à la disposition de la CRE pour approfondir le sujet par exemple lors d'un point dédié avec nos experts du marché allemand.

Actuellement, l'éolien et le solaire ne participent pas à l'équilibrage en Allemagne, principalement pour des raisons liées au coût qu'induirait leur participation. Néanmoins, la situation n'est pas figée, puisque l'éolien notamment devrait être inclus au mécanisme d'ici 3 à 4 ans. En effet, à cet horizon les évolutions technologiques devraient rendre cette participation économiquement pertinente. Aussi, une expérimentation a été lancée à la fin de l'année 2015 par les gestionnaires de réseau allemands afin de tester la participation à la baisse des parcs éoliens (réserve tertiaire) avec des règles de pré-qualification.

En revanche, les installations biomasse sont déjà incluses dans l'équilibrage allemand. Elles participent de manière agrégée aux enchères pour la réserve allemande, aux côtés des installations conventionnelles.

Il est intéressant de noter l'existence d'un portail spécifique relatif au processus de pré-qualification. En effet, comme le processus se révèle particulièrement lourd pour la pré-qualification un grand nombre de petites installations, un portail a été créé spécialement pour faciliter la gestion de ce processus.

**Q51 : En distinguant en fonction de la filière (éolien, biomasse...), du mode de soutien (obligation d'achat, complément de rémunération et hors mécanismes de soutien) et du caractère existant ou futur de l'installation, pour quelles catégories d'installations renouvelables la participation à l'équilibrage vous paraît-elle la plus pertinente ? Merci de prendre en compte notamment les impacts sur l'équilibrage et sur les charges de service public de l'électricité.**

L'éolien, aussi bien onshore qu'offshore, ainsi que les cogénérations (dont la cogénération à partir de biomasse) nous semble pertinents à participer à l'équilibrage.

**Q52 : Avez-vous l'intention de faire participer des ENR à l'équilibrage dans les prochaines années?**

Uniper confirme son intention de faire participer des EnR à l'équilibrage dans les prochaines années.

**Q53 : Les propositions de RTE vous paraissent-elles pertinentes et complètes pour les différentes catégories ? Si non, quelles propositions formuleriez-vous pour favoriser la participation de ces différentes catégories ? A quelle échéance ?**

Uniper ne se prononce pas.

**Q54 : Quelles interactions voyez-vous entre l'éventuelle participation des ENR et la conception des mécanismes de soutien ? Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'incitation des capacités sous complément de rémunération à participer au mécanisme d'ajustement?**

Uniper est favorable à la proposition de la CRE d'inciter les capacités sous complément de rémunération à participer au mécanisme d'ajustement.

Par ailleurs, Uniper souhaite que les éventuelles incohérences entre les mécanismes de soutien et la participation des EnR au mécanisme d'ajustement soient traitées le plus rapidement possible. En particulier, Uniper voudrait attirer l'attention de la CRE sur les possibles contradictions entre les contrats d'obligation d'achat et l'obligation de participation au mécanisme d'ajustement de certaines capacités, contradictions, qui si elles existent, doivent être levées.

**Q55 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.9 ?**

Uniper souhaite rappeler l'importance cruciale que revêt à ses yeux la non-discrimination envers les différents types de technologies de production au sein des mécanismes d'équilibrage.

**Q56 : Jugez-vous la proposition de mettre en œuvre une procédure « accélérée » pertinente ? Si oui, que pensez-vous du processus décrit ?**

Uniper n'est pas opposé à la mise en œuvre d'une procédure « accélérée » si toutefois elle laisse le temps à une réelle concertation avec les acteurs.

**Q57 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.10 ?**

Uniper n'a pas d'autre commentaire.

**Q58 : Avez-vous des commentaires sur les dispositions proposées par la Commission européenne pour le paquet d'hiver concernant la contractualisation des réserves (cf analyse de la CRE dans la partie 3.7) ?**

Uniper accueille favorablement la volonté de la Commission européenne de promouvoir la contractualisation quotidienne des réserves.

**Q59 : Avez-vous des commentaires sur les dispositions proposées par la Commission européenne pour le paquet d'hiver concernant les effacements et leurs modalités de participation ?**

Uniper estime que les modalités concernant l'effacement définies en France doivent être préservées, en particulier, le versement de l'opérateur d'effacement au fournisseur ne doit pas être remis en cause.

**Q60 : Avez-vous d'autres commentaires sur les dispositions proposées par la Commission européenne pour le paquet d'hiver concernant l'équilibrage ?**

Uniper n'a pas d'autre commentaire.